

Les patrons tâtent le terrain

ArcelorMittal, Cargolux et Paul Wurth ne cachent pas leur intérêt, mais se montrent prudents

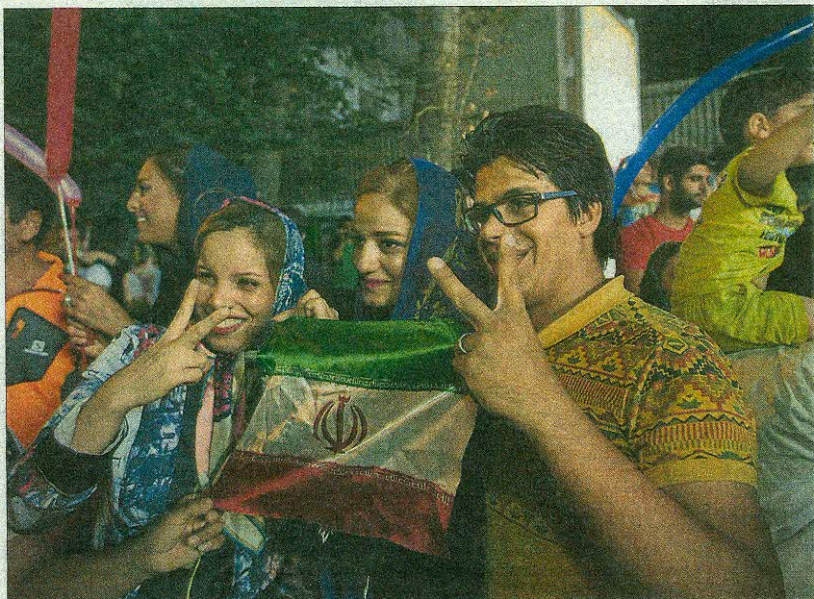
PAR NADIA DI PILLO

A l'initiative de la Chambre de commerce, une délégation d'entreprises luxembourgeoises s'est rendue en Iran du 8 au 10 juin dernier. Dans la perspective d'une ouverture économique du pays, suite à l'accord nucléaire conclu mardi avec les grandes puissances, «les entreprises luxembourgeoises n'ont pas intérêt à être les dernières à saisir cette opportunité», estime Jeannot Erpelding, directeur des Affaires internationales de la Chambre de commerce.

Dans l'attente d'une levée des sanctions internationales, prévue dans l'accord nucléaire conclu mardi avec les grandes puissances, les entreprises occidentales se pressent en Iran. Les grands groupes français et allemands sont dans les starting-blocks et préparent le terrain. Depuis le début de l'année, plus d'une centaine de délégations étrangères se sont bousculées à Téhéran pour étudier les opportunités économiques du pays.

L'ouverture du marché iranien aiguise aussi l'appétit des entreprises luxembourgeoises qui se préparent à la nouvelle donne. La Chambre de commerce a ainsi rassemblé le mois dernier une petite délégation d'entreprises luxembourgeoises pour un déplacement de trois jours. Pas question, à ce stade préliminaire, de signer des contrats. Les Luxembourgeois étaient là pour évaluer le marché et nouer des contacts. Au programme notamment: une visite de la foire «Project Iran» et la signature d'un «memorandum of understanding» avec la Chambre de commerce locale. Dans la perspective d'une levée prochaine des sanctions contre l'Iran, «les entreprises luxembourgeoises ont intérêt à ne pas être les dernières à saisir cette opportunité», estime Jeannot Erpelding, directeur des Affaires internationales de la Chambre de commerce.

Car l'enjeu est de taille. L'Iran renferme les deuxième réserves mondiales de gaz et les quatrième de pétrole. Mais c'est aussi un marché de près de 80 millions de consommateurs en plein essor, une population urbaine en forte croissance avec des besoins gigantesques en matière d'équipements, d'infrastructures, de transports, de services financiers... Autant de secteurs qui peuvent intéresser les entreprises luxembourgeoises. «Toutes les sociétés ayant participé à la mission économique étaient séduites par l'énorme potentiel du pays et sa population. Il va sans dire que nous avons aujourd'hui une mau-



Les Iraniens attendent avec impatience la levée des sanctions internationales.

(PHOTO: REUTERS)

vaise perception de ce pays au Luxembourg», observe Jeannot Erpelding.

Les sanctions internationales, imposées depuis 2006 par l'ONU, puis renforcées par les Etats-Unis et l'Union européenne, ont littéralement étouffé l'économie iranienne. Appliquées depuis 2007, les sanctions européennes avaient été étendues aux activités financières, au commerce de métaux précieux, aux transports et aux hydrocarbures. Résultat: les flux commerciaux entre le Luxembourg et l'Iran sont pratiquement inexistantes depuis une dizaine d'années. Cargolux, qui opérait des vols vers l'Iran entre 2001 et 2007, avait dû suspendre ses activités. La société de fret aérien pourrait aujourd'hui revenir dans le pays. «En cas de levée de sanctions, l'Iran serait évidemment un marché intéressant pour nous», indique un porte-parole du groupe.

ArcelorMittal se montre prudent

ArcelorMittal était actif en Iran avant et pendant l'embargo. Après l'instauration des sanctions économiques américaines et européennes, les livraisons du groupe étaient tombées à un niveau très faible. Une baisse qui s'explique non seulement par l'interdiction de la vente de produits spécifiques aux secteurs interdits, mais également par les coûts importants engendrés par les sanctions financières, ce qui a rendu impossible de rivaliser avec les importations en provenance de Chine ou de

Turquie. Il était en effet facile pour ces producteurs chinois et turcs de prendre les parts de marché des autres acteurs (dont ArcelorMittal) qui étaient impactés par les sanctions, car ils n'étaient pas pénalisés par leur propre monnaie. «Cependant, aujourd'hui, nos livraisons sont revenues à un niveau normal», indique ArcelorMittal. «Si la levée des sanctions conduit à une augmentation des projets et un rétablissement de l'économie, cela peut être très positif pour notre groupe. Cela dit, nous ne considérons pas ce marché comme une opportunité majeure et primordiale pour la société», précise un porte-parole.

«Une bonne réputation»

Quant à Paul Wurth, le groupe n'a jamais été présent en Iran. La société indique toutefois que «le pays pourrait représenter un marché intéressant à moyen terme» au vu des énormes besoins en matière d'infrastructures et d'équipements industriels.

Selon le FMI, la Chine et la Corée du Sud sont aujourd'hui les premiers fournisseurs du pays. Les entreprises chinoises et sud-coréennes ont profité du retrait des groupes européens pour gagner des parts de marché. La concurrence s'annonce donc rude en cas d'ouverture du marché. Mais le Luxembourg a une carte à jouer. «Il y a une réelle demande pour des partenariats avec des entreprises européennes. Même si les Chinois et les Américains sont à

l'affût, le potentiel de coopération avec le Luxembourg est réel. Et nous jouissons d'une bonne réputation dans le pays», fait remarquer Jeannot Erpelding.

En attendant, les obstacles aux échanges internationaux demeurent, le premier étant celui des paiements. Les institutions financières iraniennes n'ont pas accès au système Swift, qui constitue l'épine dorsale des flux financiers mondiaux. «Cela empêche la plupart des entreprises présentes en Iran de transférer directement des fonds de ou vers l'Iran», explique M. Erpelding.

Le porte-parole d'ArcelorMittal abonde dans le même sens. «Même avec l'assouplissement des sanctions, de nombreuses difficultés pratiques demeurent: il n'y a aujourd'hui pratiquement aucun navire disponible d'Europe occidentale vers les ports iraniens, en raison des difficultés liées à l'assurance et à la mise en conformité. Il n'y a aucune assurance disponible pour les biens non sanctionnés. L'accès aux devises fortes est limité et les canaux bancaires continuent de poser problème».

A court terme, les opportunités restent donc limitées, mais le marché devrait attirer les entreprises en quête d'investissements à long terme. La levée des sanctions internationales contre l'Iran devrait permettre de relancer l'économie iranienne mais selon les experts cette reprise mettra plusieurs mois, voire plusieurs années à se faire sentir.